

L'esclavage numérique et la fin de l'enseignement



[Source : RI]

Par Carlos X. Blanco.

Nous nous dirigeons vers un nouvel esclavage. Plus grand, si possible, que celui d'autres époques où l'on fouettait le dos nu et où l'on attachait le cou, les chevilles et les poignets avec des entraves, des anneaux et des chaînes. Aujourd'hui, le fer n'est pas nécessaire. Il existe d'autres technologies de contention. Il s'agit des technologies de l'information, de la communication et du contrôle.

Il ne s'agit pas vraiment de technologies au sens strict. Ce dont nous parlons n'est pas une « connaissance » ou un discours raisonné (logos) sur la technologie (techné). Nous parlons plutôt d'un ensemble d'appareils basés sur l'électronique et l'informatique qui permettent aux fournisseurs, sous prétexte de « nous faciliter la vie » avec leurs applications, de disposer d'énormes quantités de données sur la vie privée, les propensions, les affinités, les goûts, les habitudes (allant du commerce du sexe aux bibelots).

Les entreprises fournisseuses proposent leurs applications aux particuliers, aux entreprises et même aux établissements d'enseignement de manière apparemment gratuite et avec l'attrait de nous épargner du travail physique et intellectuel. Les consommateurs, de l'écolier qui entre dans une salle de classe virtuelle à l'adulte qui achète en ligne des cadeaux et des livres, par exemple, croient sincèrement qu'avec elles leur vie est « plus facile », qu'ils gagnent du temps, évitent les déplacements, évitent de stocker des objets physiques, apprennent plus vite et plus efficacement. La société qui nous fournit les applications est souvent liée à certains des géants des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). En réalité, la vie devient plus compliquée et s'appauvrit.

Le monde de l'éducation a été totalement happé par l'engouement pour la numérisation. À l'occasion de la « pandémie », le GAFAM s'est frotté les mains. De manière anarchique d'abord, puis, formellement ou non, de concert avec les administrations, les géants technologiques ont profité du choc pandémique (la « Shock Doctrine » de Naomi Klein s'applique ici à la perfection) pour usurper les fonctions pédagogiques qui n'appartiennent qu'aux parents, aux instituteurs et aux professeurs.

« L'État Papa », dans un autre cas flagrant de négligence de ses fonctions, loin de répondre aux besoins éducatifs des étudiants dans une situation de crise, dans une occasion totalement hors du commun, a confiné tout le monde chez soi et a prolongé indûment la fermeture des écoles et des universités, remplaçant la fourniture d'un service essentiel comme l'Éducation par une consommation obligatoire, compulsive et sans cervelle de ressources numériques et d'applications cybernétiques privées. Les GAFAM ont non seulement obtenu des millions de données supplémentaires sur les mineurs, mais aussi de nouveaux accros à leurs plateformes et un degré de dépendance à leurs « services » qui aura des effets dévastateurs à long terme. Toute une génération académique perdue, et la base sociale de l'effondrement éducatif et culturel imparable et irréversible de l'Espagne.

À ce jour, alors que le risque de contagion dans les écoles est minime et que l'utilité et le sens de ces classes numériques et plateformes en ligne sont plus que discutables, les administrations éducatives sont toujours déterminées à promouvoir ce pseudo-enseignement. Les enseignants sont plus ou moins contraints de se « recycler » avec des cours (souvent en dehors de leurs heures de travail) sur la numérisation. Ces cours, comme cela s'est déjà produit dans d'autres secteurs tels que la banque et la vente, seront précisément la ruine de ceux qui les suivent et mettent en pratique leur formation, car la sauvegarde des emplois et le remplacement de l'enseignant par un système d'algorithmes qui quantifieront les « progrès » des étudiants seront imposés plus tôt que prévu. Avec un entêtement moutonnier, de nombreux enseignants s'enthousiasment pour cette « révolution numérique », en s'aveuglant sur l'évidence : c'est la mort même de la figure de l'enseignant et la fin de l'éducation telle que nous l'avons comprise depuis les temps de la Grèce et de Rome jusqu'à hier.

Les élèves interagissent avec un réseau, dont ils sont de plus en plus esclaves. Des enseignants et des parents absents. L'État-providence, qui comprend un État formellement engagé dans le travail d'éducation, est également en recul. Un monde régi par les machines et une « révolution numérique » au service de puissances mondiales qui « éduqueront » à leur manière et à leur profit exclusif. L'esclavage numérique est là.